

ELECTIONS LÉGISLATIVES

du 18 Novembre 1962

Parti Socialiste S. F. I. O.

CITOYENNES, CITOYENS !

Si le Chef de l'ETAT vient d'obtenir un assentiment relatif du peuple Français à l'occasion de son 4^{me} référendum, il est loin d'avoir été plébiscité comme, en fait, il l'exigeait.

Notre Pays doit donc poursuivre sa route dans le respect de la loi suprême, le Président de la République se cantonnant à son rôle de **Gardien de la Constitution et d'arbitre** entre les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, nettement séparés.

Il n'est dans l'esprit de personne de retomber dans les **errements de la IV^{me} République**. Malgré son œuvre remarquable (reconstruction des dommages de la guerre 1939-45, installations portuaires, modernisation de l'équipement industriel et même agricole, édification des usines de MARCOULE, de SACLAY, du barrage de DONZERE-MONDRAGON, du pont de TANCARVILLE, réalisation de la CARAVELLE, etc., etc.), qui porte aujourd'hui ses fruits et dont le Gouvernement actuel s'attribue tous les mérites, elle a été ternie par une instabilité gouvernementale quasi-chronique, dont, d'ailleurs, les tenants du pouvoir d'aujourd'hui étaient alors les premiers responsables.

Tout au contraire, il faut encore renforcer la stabilité toute relative de la V^{me} République ; si elle n'a usé que deux gouvernements en quatre ans, elle n'en a pas moins connu près de quarante démissions ou licenciements de ministres, donc en réalité, autant de crises internes: elle n'a d'ailleurs pu atteindre normalement le terme de son mandat. C'est pourquoi les Socialistes proposent d'en arriver au **Gouvernement de Législature**, comme aux ETATS-UNIS ou en ANGLETERRE.

Les Démocrates, les Républicains, la gauche Française, plus unis qu'ils ne l'étaient en Novembre 1958, vont faire élire un parlement moins rétrograde que le précédent. En conséquence le prochain gouvernement sera, inévitablement, plus attentif aux aspirations populaires. Sa première tâche sera de réparer les erreurs et les injustices dont ont été victimes, ces dernières années, les classes laborieuses et méritantes de notre pays.

Les Agriculteurs, doivent prétendre à une juste rémunération de leur travail, grâce à un système **d'organisation des marchés et d'indexation** des prix. Cette thèse, qui toujours a été la nôtre, rallie aujourd'hui tous les suffrages, même celui du député sortant qui oublie que toute sa vie durant il l'a systématiquement combattue au nom du libéralisme économique depuis longtemps dépassé.

Il est également indispensable que les travailleurs de la terre bénéficient d'une couverture sociale complète et efficace dont les cotisations restent à la portée de leur bourse ?

Les Artisans, les Commerçants eux aussi ont droit à être couverts en cas de maladie, d'accident. D'ailleurs, pourquoi laisser coexister différents régimes sociaux ?

Pourquoi ne pas les fondre dans le même creuset et garantir tous les Français de la même manière, en exigeant d'eux des cotisations proportionnelles à leur revenu réel ?

Les salariés ne doivent plus être bafoués. Le SMIG, et le SMAG sur lesquels sont basées leurs rétributions, doivent sans tricherie être directement indexés sur le coût réel de la vie.

Les Vieux doivent percevoir des retraites moins ridicules. Il suffit pour cela que les impôts collectés à cet effet, ne soient pas détournés à d'autres fins.

Les Fonctionnaires doivent être traités décemment.

Les anciens Combattants, les Veuves de guerre doivent être pleinement rétablis dans leurs droits.

La décentralisation promise, doit devenir effective, pour donner du travail à tous, et permettre l'implantation dans notre région des rapatriés victimes de la solution gaulliste du problème Algérien.

Les plans futurs ne doivent plus systématiquement oublier notre Sud-Ouest.

L'imprévoyance coupable de ces dernières années au point de vue de **l'équipement scolaire** doit cesser.

Notre **équipement routier** doit être réadapté au besoin actuel, et de multiples autos-routes construits.

La folle idée de **force de frappe** nationale à la fois inefficace et ruineuse doit être abandonnée.

Notre collaboration avec les alliés de **l'OTAN** doit redevenir franche et loyale.

L'autorité de l'**ONU** doit être non discutée, mais renforcée afin que la paix règne partout dans le monde et que l'on s'achemine au plus tôt vers un **désarmement** contrôlé et simultané.

Les succès indiscutables du **marché commun** et de la **C E C A**, doivent être consolidés par la constitution d'une **Europe politique**.

Mais à côté de cette œuvre nationale nous veillerons avec un soin jaloux sur l'avenir de notre petite patrie : le **COMMINGES**. Nous apporterons notre appui à sa rénovation agricole industrielle et touristique, guidés en cela par notre ami le Sénateur **Charles SURAN** dont les réalisations hardies et tenaces font l'admiration de tous.

Vive le Comminges,

Vive la France,

Vive la République

Le Candidat,

Jean LASSÈRE

Maire de SOUEICH

Remplaçant Eventuel :

Jean POUSSON

Conseiller Général du Canton de MONTRÉJEAU

